



**Protocole facultatif
se rapportant à la Convention
contre la torture et autres
peines ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
31 août 2018
Français
Original : anglais

Réunion des États parties

Septième réunion

Genève, 25 octobre 2018

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux articles 7 et 9 du Protocole facultatif
se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines
ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, des 13 futurs
membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture
qui remplaceront les membres dont le mandat arrive
à expiration le 31 décembre 2018**

**Élection de 13 membres du Sous-Comité pour la prévention
de la torture et autres peines ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Note du Secrétaire général

1. En application des articles 7 et 9 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le 25 octobre 2018, la septième réunion des États parties au Protocole facultatif, au cours de laquelle seront élus, parmi la liste des candidats désignés par les États parties (voir chap. II), les 13 futurs membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture qui remplaceront ceux dont le mandat expirera le 31 décembre 2018 (voir chap. I). Douze membres continueront de siéger au Sous-Comité jusqu'au 31 décembre 2020 (voir chap. III).
2. En outre, en application du paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, la situation actuelle en ce qui concerne la composition du Sous-Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels, figure aux chapitres I et III du présent document. Les notices biographiques des membres actuels, qui comprennent un résumé de leur expérience professionnelle, sont disponibles sur la page Web du Sous-Comité (www.ohchr.org/EN/HRBodies/OPCAT/Pages/Membership.aspx).
3. Au paragraphe 13 de sa résolution 68/268, l'Assemblée générale a encouragé les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition de ces organes, comme le prévoient les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.



I. Membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture dont le mandat expire le 31 décembre 2018

4. On trouvera des informations sur l'expérience professionnelle des membres et les différents systèmes juridiques représentés ainsi que d'autres données biographiques sur la page Web du Sous-Comité, à la rubrique « Membership », en cliquant sur le nom de chacun des membres (voir www.ohchr.org/EN/HRBodies/OPCAT/Pages/Membership.aspx).

| <i>Membre</i> | <i>Pays de nationalité</i> | <i>Membre depuis</i> |
|---|---------------------------------------|---|
| M ^{me} Mari Amos | Estonie | 1 ^{er} janvier 2011 |
| M. Arman Danielyan | Arménie | 1 ^{er} janvier 2011 |
| M ^{me} Marija Definis-Gojanović | Croatie | 1 ^{er} janvier 2015 ^a |
| M. Roberto Michel Fehér Pérez | Uruguay | 1 ^{er} janvier 2015 |
| M. Emilio Ginés Santidrián | Espagne | 13 juillet 2009 |
| M ^{me} Lorena González Pinto | Guatemala | 1 ^{er} janvier 2015 |
| M. Gnambi Garba Kodjo | Togo | 1 ^{er} janvier 2015 |
| M ^{me} Aisha Shujune Muhammad | Maldives | 1 ^{er} janvier 2011 |
| M ^{me} Radhia Nasraoui | Tunisie | 1 ^{er} janvier 2015 |
| M ^{me} Catherine Paulet | France | 27 janvier 2014 |
| M ^{me} Aneta Stanchevska | ex-République yougoslave de Macédoine | 1 ^{er} janvier 2011 |
| M ^{me} Nora Sveaass | Norvège | 1 ^{er} janvier 2015 |
| M. Felipe Villavicencio Terreros | Pérou | 1 ^{er} janvier 2011 |

^a Déjà membre du Sous-Comité de 2006 à 2012.

II. Candidats désignés par les États parties

5. Conformément à la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Secrétaire général a, dans une note verbale datée du 14 mai 2018, invité les États parties à présenter des candidats pour l'élection des 13 membres du Sous-Comité au plus tard le 14 août 2018. Tous les curriculum vitae reçus à cette date figurent dans le présent document (voir annexe). Des additifs à la présente note seront publiés pour les candidatures reçues après le 14 août 2018.

6. En application du paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, on trouvera ci-dessous la liste des noms, par ordre alphabétique, des candidats présentés pour l'élection au Sous-Comité, avec indication de l'État partie qui les a désignés.

| <i>Candidat</i> | <i>Désigné par</i> |
|--|--------------------|
| M ^{me} Olga Patricia Arias Barriga | Chili |
| M. Yurii Bielousov | Ukraine |
| M ^{me} Carmen Comas-Mata Mira | Espagne |
| M ^{me} Marija Definis-Gojanović | Croatie |
| M. Roberto Michel Fehér Pérez | Uruguay |
| M ^{me} Suzanne Jabbour | Liban |

| <i>Candidat</i> | <i>Désigné par</i> |
|---|--------------------|
| M. Venant Kamana | Burundi |
| M. Abdoulaye Kanni | Niger |
| M. Gnambi Garba Kodjo | Togo |
| M. Nika Kvaratskhelia | Géorgie |
| M. Zbigniew Lasocik | Pologne |
| M ^{me} Saule Mektepbayeva | Kazakhstan |
| M ^{me} Catherine Paulet | France |
| M ^{me} María Luisa Romero | Panama |
| M ^{me} Nora Sveaass | Norvège |
| M. Juan Pablo Vegas | Pérou |
| M ^{me} Sophia Vidali | Grèce |

III. Membres qui continueront de siéger au Sous-Comité pour la prévention de la torture jusqu'au 31 décembre 2020

7. On trouvera des informations sur l'expérience professionnelle des membres et les différents systèmes juridiques représentés ainsi que d'autres données biographiques sur la page Web du Sous-Comité, à la rubrique « Membership », en cliquant sur le nom de chacun des membres : www.ohchr.org/EN/HRBodies/OPCAT/Pages/Membership.aspx.

| <i>Membre</i> | <i>Pays de nationalité</i> | <i>Membre depuis</i> |
|--|---|---|
| M. Satyabhoosun Gupt Domah | Maurice | 1 ^{er} janvier 2017 |
| M. Malcolm Evans | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 24 août 2009 |
| M. Daniel Fink | Suisse | 25 avril 2018 |
| M ^{me} María Dolores Gómez | Argentine | 1 ^{er} janvier 2017 |
| M ^{me} June Caridad Pagaduan Lopez | Philippines | 1 ^{er} janvier 2013 |
| M. Petros Michaelides | Chypre | 1 ^{er} janvier 2017 ^a |
| M. Kosta Dragan Mitrovic | Serbie | 1 ^{er} janvier 2017 |
| M ^{me} Margarete Osterfeld | Allemagne | 6 janvier 2014 |
| M. Abdallah Ounnir | Maroc | 1 ^{er} janvier 2017 |
| M ^{me} Zdenka Perović | Monténégro | 1 ^{er} janvier 2017 |
| M. Haimoud Ramdan | Mauritanie | 1 ^{er} janvier 2017 |
| M. Victor Zaharia | République de Moldova | 1 ^{er} janvier 2013 |

^a Déjà membre du Sous-Comité de 2010 à 2014.

Annexe

Notices biographiques des candidats*

Olga Patricia Arias Barriga (Chili)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance

26 août 1958, Temuco (Chili).

Langue(s) de travail

Espagnol, anglais, français.

Expérience professionnelle

2011-2018 : Membre de groupes de travail du Conseil des droits de l'homme.

2013 à aujourd'hui : Enseignante dans le cadre du programme de diplômes internationaux de spécialisations dans le domaine des droits de l'homme de la Fondation Henry Dunant, et à l'Academia Nacional de Estudios Políticos y Estratégicos du Chili.

2010-2018 : Chercheuse au Centre d'études du développement (CED) et à l'Observatoire du crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes. Fundación Friedrich Ebert, Colombie.

2006-2010 : Chercheuse principale à la faculté latino-américaine de sciences sociales (Chili).

1999-2000 : Conseillère au sous-secrétariat chilien de l'intérieur.

1994-1998 : Chercheuse au Département d'études du service de police de la Direction de la sécurité publique du Ministère chilien de l'intérieur.

Études

Licence en criminologie, Université catholique de Louvain.

Licence en sciences juridiques et sociales, Université du Chili.

Master en criminologie, Université catholique de Louvain.

Situation/fonction actuelle

2011-2018 : Membre du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Conseil des droits de l'homme.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Chercheuse principale ou auteure des études suivantes :

- « Estudio sobre inmigrantes criminalizados. Región Metropolitana ». CED – Ministère de l'intérieur, 2016.
- « Estudio sobre Inmigración en Chili. Propuestas para una política pública » (région métropolitaine) CED-KAS 2016.
- « Estudio sobre coordinación entre fuerzas policiales y fuerzas armadas para ejecutar misiones de no guerra: impacto en derechos humanos, marco legal y desafíos para la democracia ». Sous-secrétariat chilien de la défense, 2012.

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

- « Reporte del Sector Seguridad en América Latina y El Caribe. » FLACSO-Chili (2006-2007).
- « Monitoreo de la Reforma Procesal Penal en el Sistema Penitenciario ». Ministère de la justice, UNICRIM, Administration pénitentiaire du Chili (2001-2005).

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

- Livre : « Reformas Policiales en América Latina: Principios y lineamientos progresistas ».
- Chapitre de livre : « La Seguridad Privada en Chile, los dilemas de una regulación deficitaria ».
- Chapitre de livre : « La construcción de una sociedad temerosa. Crimen y Castigo en Chile » (coécrit).
- Chapitre de livre : « El Desafío de la delincuencia en América Latina : Diagnóstico y respuestas de Política » (coécrit).

Yurii Bielousov (Ukraine)

Date et lieu de naissance

31 décembre 1976.

Langue(s) de travail

Anglais, russe et ukrainien.

Expérience professionnelle

Plus de quinze ans d'expérience dans le domaine de la surveillance du respect des droits de l'homme par les forces de l'ordre. Participation en 2004 à la mise en place en Ukraine d'un prototype de mécanisme national de prévention composé de groupes mobiles chargés de surveiller le respect des droits de l'homme au sein de la force publique.

2008-2010 : Chef adjoint de l'Observatoire des droits de l'homme du Ministère de l'intérieur. Pendant cette période, l'Observatoire, en collaboration avec des ONG, a mené plus de 1 000 visites de surveillance dans des postes de police dans toute l'Ukraine.

2012-2016 : Chef du Département chargé du mécanisme national de prévention du Bureau de l'Ombudsman ukrainien : mise en place du mécanisme national de prévention depuis le tout début (recrutement et formation du personnel, développement du réseau public de surveillance, établissement de modalités de coopération avec d'autres institutions publiques, etc.). Pendant cette période le Département a fait plus de 1 100 visites dans des lieux de détention, et a publié trois rapports annuels et trois rapports spéciaux du mécanisme national de prévention.

Situation/fonction actuelle

Directeur exécutif de l'ONG « Expert Center for Human Rights », www.ecpl.com.ua.

Études

Maîtrise en sociologie et maîtrise en droit (1999, 2000), doctorat en sociologie (2003)

Formations dans les domaines des droits de l'homme et de l'application de la loi : Enquêteur sur des cas de torture : meilleures pratiques (Conseil de l'Europe, 2010) ; Deuxième Symposium Jean-Jacques Gautier pour les mécanismes nationaux de prévention (MNP) sur les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI) privés de liberté (APT, 2015) ; Atelier pour les MNP « Implementing a preventive mandate » (APT, IIO, 2015), etc.

Principales activités professionnelles

M. Bielousov a une solide expérience dans les domaines de la recherche et de la formation. Il apporte régulièrement son soutien au mécanisme national de prévention ukrainien en dispensant des formations aux inspecteurs publics, en rédigeant des manuels et en améliorant les outils de surveillance, ainsi qu'en réalisant des études sur les problèmes actuels relatifs aux droits de l'homme dans la justice pénale, y compris le recours à des mauvais traitements (voir les publications ci-dessous). Il participe à des groupes de travail visant à réformer la police nationale, le Bureau du Procureur général, le Ministère de la justice et celui de la santé.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

M. Bielousov dispense régulièrement des formations aux collègues des mécanismes nationaux de prévention d'autres pays. À la demande du Conseil de l'Europe, en 2016-2017, il a organisé des formations à l'intention des mécanismes nationaux de prévention de la République de Moldova et du Kazakhstan. Il coordonne actuellement le groupe de recherche sur les pratiques en matière de collecte de données et d'enquêtes concernant les mauvais traitements au sein de la force publique, du système pénitentiaire et des établissements psychiatriques et psychosociaux (en vue de la mise en œuvre du Protocole d'Istanbul en Ukraine).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

- Rapport d'étude « Ill-treatment in the activities of the national police of Ukraine: types, scale, reasons », 2017 (<https://rm.coe.int/analytical-report-ill-treatment-in-the-activities-of-the-national-poli/16808b2928>) ;
- Rapport d'étude « Prison through the eyes of prisoners », 2017 (<http://ecpl.com.ua/wp-content/uploads/2017/11/PRISON-THROUGH-THE-EYES-OF-PRISONERS.pdf>) ;
- Rapport d'étude « The role of the public prosecutor at the pre-trial stage of criminal proceedings », 2017 (http://ecpl.com.ua/wp-content/uploads/2017/10/prokuror_engl.pdf)

Carmen Comas-Mata Mira (Espagne)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance

29 avril 1971, Madrid

Langue(s) de travail

Espagnol (langue maternelle), anglais et français. Italien et portugais, compréhension orale et écrite.

Expérience professionnelle

M^{me} Comas-Mata Mira est actuellement Chef des relations internationales pour le Défenseur du peuple espagnol.

Elle a été Chef de cabinet du premier adjoint du Défenseur du peuple d'Espagne, puis du Défenseur du peuple. Elle a également été responsable de la coordination de domaines tels que la défense et l'intérieur, la justice et la violence domestique, l'immigration, ainsi que l'économie et les finances.

Elle a participé à l'élaboration de rapports du Bureau du Défenseur du peuple aux fins de l'accréditation et de la réaccréditation de celui-ci en tant qu'institution nationale des droits de l'homme dotée du statut A auprès de l'ONU (GANHRI). Elle a aussi coordonné l'élaboration de rapports du Défenseur du peuple et participé activement à leur rédaction. On peut notamment citer le rapport *Situación de los presos españoles en el extranjero* et les rapports annuels du mécanisme national de prévention de la torture.

Elle a dirigé le mécanisme national pour la prévention de la torture. Sous sa responsabilité, celui-ci a commencé ses activités, a formé son personnel et a effectué plus de 400 visites dans des lieux de détention.

Elle est l'experte désignée en 2011 par l'AECID pour faciliter la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par le Pérou. En sa qualité de représentante de l'institution nationale des droits de l'homme, elle a participé à plusieurs projets du Conseil de l'Europe visant à renforcer les structures nationales des droits de l'homme et les mécanismes nationaux de prévention des pays de l'UE.

M^{me} Comas-Mata Mira s'est rendue dans des lieux de privation de liberté en Espagne et a également rencontré des prisonniers espagnols détenus à l'étranger, ce qui lui a permis de constater l'état des prisons en Amérique latine, en Europe et dans certains pays d'Asie et d'Afrique.

Études

Diplôme de droit de l'Université autonome de Madrid (1989-1994).

Maîtrise en droit communautaire européen de l'Université autonome de Madrid (1996-1997).

Cours de spécialiste en prévention de la torture (2006) de l'Université d'Oxford, organisé par l'Association pour la prévention de la torture (APT).

Autres cours :

Spécialiste de la supervision des opérations de retour de migrants en situation irrégulière (ICPD-UE-FRONTEX. Lisbonne 2017).

Cours d'observation électorale (Escuela Diplomática de España, 2009).

Situation/fonction actuelle

Chef des relations internationales pour le Défenseur du peuple espagnol.

Secrétaire technique de la Fédération ibéro-américaine des ombudsmans (FIO), forum de coopération et d'exécution de politiques en faveur de la promotion et de la diffusion des droits de l'homme, qui réunit plus de 100 bureaux d'Ombudsman de la région, dont certains font aussi office de mécanismes nationaux de prévention.

Principales activités professionnelles

Alors qu'elle était chargée de la préparation de projets de coopération internationale, elle a notamment dirigé quatre projets de jumelage de l'Union européenne (UE) pour le renforcement des ombudsmans du Kazakhstan, de l'Arménie, de la République de Macédoine du Nord (dans le cadre desquels elle a contribué à la mise en place du mécanisme national de prévention) et de la Turquie. Elle a participé à plus de 20 programmes de l'instrument TAIEX de l'UE visant à renforcer d'autres Ombudsmans, mécanismes nationaux de prévention et institutions nationales des droits de l'homme.

M^{me} Comas-Mata Mira exécute les politiques du Défenseur du peuple au niveau international dans le cadre de ses contacts avec les institutions internationales (ONU, UE, Conseil de l'Europe, OSCE-BIDDH) et d'autres institutions similaires et avec des réseaux de travail comme l'Association des ombudsmans des pays de la Méditerranée (AOM), dont le Défenseur du peuple est le premier Vice-Président.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

M^{me} Comas-Mata Mira est chargée de la surveillance des vols de rapatriements d'étrangers de FRONTEX organisés par l'Espagne, pays qu'elle représente parmi les superviseurs des opérations de retour de FRONTEX (*European pool of monitors*).

Depuis 2001, elle s'occupe des prisonniers espagnols détenus à l'étranger et se rend dans les prisons étrangères afin de remédier à la situation de vulnérabilité particulière dans laquelle se trouvent les personnes détenues à l'étranger.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

« La situación de los presos españoles en el extranjero ». Rev. Servicios Sociales y Política Social (Dic- 2015) Vol. XXXII (109), 7-8. p. 63 et suivantes.

« La protección de los derechos humanos por las defensorías del pueblo ». Chapitre *Cooperación internacional. El trabajo de las defensorías del pueblo en colaboración con otros actores*. Guillermo Escobar (Coord). Ed Dykinson. (Madrid 2011).

« Informe sobre los Derechos de la Mujer ». Fédération ibéro-américaine des ombudsmans (2004).

« Informe sobre Migraciones ». Fédération ibéro-américaine des ombudsmans (2003).

M^{me} Comas-Mata Mira a participé à plus de 50 conférences en tant que représentante du Défenseur du peuple, dont plusieurs sur le mécanisme national de prévention de la torture, notamment les suivantes :

Avantages et inconvénients des différentes options institutionnelles : utiliser un organisme existant ou en créer un dans le cadre de la mise en place du mécanisme de prévention de la torture du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. L'expérience du Défenseur du peuple espagnol. Université de Padoue (Italie), février 2008.

L'Ombudsman en tant que mécanisme national de prévention. L'application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Belgrade (Serbie), 23-25 mars 2009.

L'action des institutions nationales des droits de l'homme en tant que mécanismes nationaux de prévention. Zacatecas (Mexique), juillet 2016.

Marija Definis-Gojanović (Croatie)

Date et lieu de naissance

7 février 1960, Zagreb (Croatie).

Langue(s) de travail

Anglais, toutes les langues parlées sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Expérience professionnelle

M^{me} Definis-Gojanović est spécialiste de médecine légale au centre hospitalier universitaire de Split (Croatie) et professeur de médecine légale et de déontologie à l'Université de Split (Croatie), ainsi qu'à l'Université de Mostar (Bosnie-Herzégovine). Elle a une grande expérience du suivi de la protection des droits de l'homme des personnes privées de liberté de par sa qualité de membre du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) (2002-2013), de membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2007-2012) et de membre du mécanisme national de prévention (depuis 2012). Elle a pris part à de nombreuses visites régulières ou ponctuelles menées dans des lieux de privation de liberté dans différents pays d'Europe, d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique. Elle a en outre participé à divers événements en tant que membre du Sous-Comité, du CPT ou du mécanisme national de prévention ou encore en tant qu'expert, consultante ou formatrice indépendante invitée.

Études

Faculté de médecine de l'Université de Zagreb, Croatie (1978-1984) ; Études de troisième cycle de biologie-biomédecine, Faculté de sciences naturelles et de mathématiques de l'Université de Zagreb, Croatie (1984-1986) ; Doctorat en médecine légale, faculté de médecine de l'Université de Zagreb, Croatie (1998) ; Spécialisation en médecine légale, Département de médecine légale et de criminalistique de la faculté de médecine de Zagreb, Croatie (1989-1993).

Situation/fonction actuelle

Chef du Département de médecine légale de l'Université de Split (Croatie) et de celui de l'Université de Mostar (Bosnie-Herzégovine).

Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Experte permanente auprès des tribunaux et médecin légiste pour le comté de Split-Dalmatie.

Principales activités professionnelles

M^{me} Definis-Gojanović est chargée de cours de médecine légale et de sciences humaines et sociales en médecine pour les études de premier et troisième cycles à la faculté de médecine et à la faculté de droit, ainsi que de cours de médecine légale à l'Université de Split et à la faculté de médecine et à la faculté de droit de l'Université de Mostar.

Elle participe activement à des séminaires, conférences, ateliers, tables rondes et formations sur la surveillance des lieux de détention, sur la prévention de la torture et la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et sur l'établissement de mécanismes nationaux de prévention, ainsi que sur les soins de santé, les examens médicaux, et le recueil de données sur les cas de mauvais traitements en prison et le signalement de ces cas.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Coauteure d'un manuel scolaire sur l'utilisation des analyses d'AND dans la pratique de la médecine légale, Redak, Split, 2015.

Coauteure d'un livre sur les bases de la toxicologie légale, Redak, Split, 2011.

Coauteure d'un ouvrage sur les tests ADN en médecine légale et en droit, Medicinska naklada, Zagreb, 2008.

Roberto Michel Fehér Pérez (Uruguay)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance

31 décembre 1958, Montevideo (Uruguay).

Langue(s) de travail

Espagnol et anglais.

Expérience professionnelle

2008-2010 : Direction technique du premier centre du Ministère de la santé publique dans un établissement pénitentiaire uruguayen à forte population (3 700 détenus).

2011-2016 : Conseiller médical du Commissaire parlementaire pour le système pénitentiaire – 190 visites annuelles, quatre jours par semaine et des entretiens avec quelque 900 détenus par an.

Études

Docteur en médecine.

Spécialiste en soins intensifs.

Spécialiste en médecine familiale et communautaire.

Situation/fonction actuelle

1991-2018 : Médecin urgentiste, chargé des accidents de la route, des incidents graves à domicile et dans les lieux publics.

2011-2018 : Médecin de famille à domicile pour des assurances privées.

2015-2018 : Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Missions au Guatemala, au Chili, au Panama, en Espagne et au Portugal.

Principales activités professionnelles

1986-2011 : Médecin de famille en zone prioritaire.

1988-1993 : Médecin dans un centre de santé privé (ASESP).

1989 : Mise en place du Programme de médecine familiale en Uruguay.

1991-2011 : Médecin de famille dans l'établissement préscolaire Las Acacias.

1994-2012 : Direction technique d'une polyclinique en zone prioritaire.

1995-1996 : Médecin ambulancier dans le système de santé public.

Autres activités principales dans le domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

2011 : Séminaire/atelier sur le VIH/sida dans le système pénitentiaire organisé par la Commission intergouvernementale du VIH/sida du MERCOSUR ; Premier cours sur les soins intégraux de santé dans les établissements pénitentiaires (Suisse – Ministère de la santé publique – ONUDC – Espagne).

2013 : Modules I, II et III du premier cours sur les aspects médico-légaux de la relation clinique avec la personne privée de liberté ; Conférence sur le statut juridique des patients atteints du VIH/sida dans le système carcéral en Uruguay ; Congrès international sur la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants (Argentine) ; Première conférence sur la prévention de la torture dans le Cône Sud (Argentine) ; Conseiller médical pour le Plan d'urgence du système pénitentiaire en Uruguay dans le cas de victimes multiples ; Cours de formation sur les Protocoles d'intervention dans le domaine de la santé (Argentine) ; Conférence sur le rôle des médecins dans les prisons et sur les mécanismes de prévention (Commission de la santé du Centre d'études sur l'exécution des peines de la

faculté de droit, Argentine) ; Table ronde sur la prévention de la torture (faculté de droit, Argentine).

2015 : Forum du Panama (APT) direction d'un groupe de travail médical. Événement organisé en préparation (APT) de la visite du Sous-Comité au Chili.

Suzanne Jabbour (Liban)

Date et lieu de naissance

1^{er} février 1960, Ardé, Zghorta, nord du Liban.

Langue(s) de travail

Arabe, anglais et français.

Expérience professionnelle

2012-2016 : Présidente du Conseil international pour la réadaptation des victimes de la torture, Copenhague (Danemark).

2010-2016 : Membre et Vice-Présidente du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Directrice de projets dans différents domaines, notamment la réadaptation des personnes ayant survécu à la torture et à des traumatismes, l'intervention psychosociale en faveur des détenus et le renforcement des capacités des forces de l'ordre.

Experte de premier plan dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'agissant de promouvoir la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Protocole facultatif s'y rapportant, le Protocole d'Istanbul et les Règles Nelson Mandela, ainsi que les Règles de Bangkok, et de dispenser des formations à leur sujet.

Psychologue clinicienne en contact direct avec des personnes ayant survécu à la torture, des réfugiés et des détenus.

Situation/fonction actuelle

Directrice générale du Centre Restart de réadaptation des victimes de la torture et de la violence (Liban). Restart est une importante organisation non gouvernementale locale qui œuvre dans les domaines de la prévention de la torture et de la responsabilisation, de la surveillance des lieux de détention ainsi que de la réadaptation des personnes ayant survécu à la torture et à des traumatismes, et qui veille à l'octroi de mesures de réparation à ces personnes.

Études

1985-1987 : Maîtrise en psychologie.

1981-1985 : Psychologie clinique.

Université du Liban, faculté des lettres et des sciences humaines, Beyrouth (Liban).

Principales activités professionnelles

Conception d'un programme stratégique dans le but de restructurer le groupe de l'analyse scientifique et technique du Ministère libanais de la justice.

Mise au point du code de conduite pour les médecins légistes qui collaborent avec le Ministère libanais de la justice.

Mise en place d'un programme de formation novateur sur la gestion des établissements pénitentiaires destiné aux forces de sécurité intérieure libanaises.

Spécialiste de l'établissement du Protocole médical commun pour les centres médicaux des établissements pénitentiaires libanais.

Établissement en 2015 d'un mécanisme novateur de prévention de la torture dans le contexte de la garde à vue. Ce mécanisme expérimental sans précédent comprend un service indépendant d'examen médico-légal et psychologique au Palais de justice de Tripoli, qui garantit à chaque personne visée par une enquête le droit à un examen médical complet.

Spécialiste consultée pour l'établissement du projet et de la version finale de la loi érigeant la torture en crime, adoptée en 2017, et de la loi portant création de l'institution nationale des droits de l'homme et du mécanisme national de prévention au Liban, adoptée en 2016.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Spécialiste désignée par le PNUD pour tenir des sessions d'information sur la loi libanaise portant création de l'institution nationale des droits de l'homme du Liban, qui comprend le mécanisme national de prévention à l'intention des membres des forces de sécurité intérieure, y compris les capitaines de compagnie, les dirigeants régionaux des forces de sécurité intérieure, les chefs et les agents détachés au système judiciaire, les dirigeants du service de renseignement et ceux des établissements pénitentiaires dans les différentes provinces libanaises.

Formatrice dans le cadre de programmes spécialisés portant sur la gestion des établissements pénitentiaires, les instruments relatifs aux droits de l'homme et les instruments concernant les personnes privées de leur liberté à l'intention des forces de sécurité intérieure et générale du Liban et de l'armée libanaise.

Formatrice sur le Protocole d'Istanbul, sur le code de déontologie et sur les conflits de loyauté que peuvent connaître les médecins légistes affiliés au Ministère libanais de la justice.

Formatrice dans le cadre de programmes sur des thèmes précis à l'intention de la police judiciaire au Liban concernant la manière de mener une enquête impliquant des femmes et des enfants en conflit avec la loi.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Étude analytique et juridique du rôle du Comité contre la torture des forces de sécurité intérieur libanaises, Sécurité des communautés et accès à la justice, PNUD, 2018.

Livre vert sur le processus de nomination des membres de l'institution nationale des droits de l'homme et le plein respect par le mécanisme national de prévention des Principes de Paris, Centre Restart, 2018.

Progrès dans la bonne direction : l'établissement de l'institution nationale des droits de l'homme et du mécanisme national de prévention au Liban, Agenda juridique, janvier 2017.

Venant Kamana (Burundi)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

08/10/1953 à Ntunda, Commune de Bweru, Province de Ruyigi

Langue(s) de travail

Français.

Expérience professionnelle

2015 à aujourd'hui : Inspecteur de la justice

2012 à 2015 : Secrétaire Général de l'Agence de régulation et du contrôle des compagnies d'assurance.

2009-2012 : Conseiller principal du Président de la République chargé des questions juridiques

2007 à 2009 : Ministre de l'intérieur

2006 à 2007 : Ministre de la bonne gouvernance

2005 à 2006 : Député dans la circonscription de Ruyigi

1995 à 2005 : Conseiller à la Cour Suprême

1993 à 1995 : Conseiller principal du Président de la République

1992 à 1993 : Membre de la Cour Constitutionnelle

1988 à 1992 : Président de la Cour Suprême

1987 à 1988 : Gouverneur de la Province de Ruyigi

1984 à 1987 : Directeur général du Ministère de la Justice

1982 à 1984 : Président du Tribunal de Grande instance de Gitega

1980 à 1982 : Substitut du Procureur de la République du parquet de Gitega

Situation/fonction actuelle

J'effectue des descentes dans les prisons, parquets et parfois dans des cachots de police dans les communes. Sur base des cas de tortures constatés, je prodigue des conseils aux officiers de police en leur faisant remarquer que les aveux obtenus par la torture n'aboutissent qu'à des acquittements devant les juges. En plus, la victime de la torture peut initier une procédure pénale à charge de l'officier de police concerné.

Principales activités professionnelles

Les activités professionnelles que j'ai exercées hier et aujourd'hui sont de deux ordres :

D'abord, ma carrière est celle de magistrat mais j'ai exercé des fonctions politiques comme le montre mon parcours. En qualité de magistrat en activité, et en tant qu'inspecteur de la justice, j'ai souvent traité des dossiers pénaux dans lesquels le ministère public se basait sur des aveux obtenus par la torture. Si ces aveux n'étaient pas corroborés par d'autres preuves, le prévenu était acquitté. Sur base de ces expériences judiciaires et postes politiques occupés à l'instar de ministre et député, j'organisais des réunions avec les corps de police pour les sensibiliser sur le mal de la torture. Au Parlement, j'étais Président de la Commission permanente de la justice et des droits de l'homme. À ce titre, j'ai influencé que le Code pénal actuel prévoit des sanctions sévères pour l'infraction de torture.

Études

1975-1979 : Licence de droit à la faculté de droit de l'Université du Burundi

1997 : Stage à la Cour de cassation de Bruxelles et de Paris

2011 : Stage à l'École nationale d'administration de Paris

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Je donne régulièrement des conseils aux responsables des associations de la société civile œuvrant dans le domaine des droits de l'homme

Dans le cadre des échanges avec les responsables de la police judiciaire, je leur rappelle les principes des techniques d'enquête dans le but d'éviter de recourir à la torture.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

La légitime défense en tant que fait justificatif d'une infraction

Guide déontologique pour la police pendant les enquêtes

Abdoulaye Kanni (Niger)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

1^{er} janvier 1976, Koulbaga, Dargol

Langue(s) de travail

Français

Expérience professionnelle

Directeur de l'informatique et des NTIC au Conseil supérieur de la communication, depuis janvier 2015 ; Ingénieur des travaux statistiques, option Analyste et Programmeur depuis 2001 ; Chef du service informatique du Conseil Supérieur de la communication de 2010 à 2015 ; Enseignant vacataire à l'Institut Régional d'informatique de marketing, d'assurance et de gestion de Niamey ; Coordonnateur du Collectif des organisations de défense des droits de l'homme et de la démocratie (CODDHD) ; Coordonnateur de la Coalition des organisations de la société civile du Niger pour l'Examen périodique universel pour la mise en œuvre des recommandations ; membre de la Plateforme des ONG nationales et internationales pour l'humanisation des maisons d'arrêts au Niger ; Coordonnateur du Comité chargé de l'élaboration des rapports alternatifs du CODDHD sur la mise en œuvre de la Charte africaine des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).

Études

Octobre 2001 : Diplôme d'études universitaires appliquées (DEUA) en informatique et gestion à l'Université des sciences et de la technologie SAAD DAHLEB de Blida/Algérie

Juillet 1998 : Baccalauréat série A4 au Lycée Kassai de Niamey

2015 : Certificat de participation au Programme international de formation aux droits humains (PIFDH) délivré par EQUITAS à Montréal au Canada

2015 : Certificat de formation sur l'Examen périodique universel des Nations Unies à Genève, Suisse

Situation/fonction actuelle

Directeur de l'informatique et des NTIC au Conseil supérieur de la communication ; Coordonnateur du Collectif des organisations de défense des droits de l'homme et de la démocratie (CODDHD);

Principales activités professionnelles

En tant que Coordonnateur du CODDHD, reçoit les plaintes qui sont transmises à la cellule des plaintes et coordonne le Comité chargé de l'élaboration et de la publication des rapports alternatifs du CODDHD.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Président du Comité chargé de l'élaboration du rapport alternatif du CODDHD sur la mise en œuvre de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT) ; Coordonnateur du plaidoyer pour la ratification du protocole facultatif se rapportant à la CAT en 2014 ; Chef de file du plaidoyer pour la mise en œuvre des dispositions du Protocole facultatif à la CAT relatif à la mise en place des mécanismes nationaux de prévention de la torture ; Coordonnateur du plaidoyer pour la ratification du Protocole facultatif au PIDCP visant à abolir la peine de mort et de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ; Coordonnateur du Comité chargé de la rédaction du rapport du CODDHD sur la situation des droits humains en milieu carcéral qui a constitué pour le CODDHD un document de plaidoyer auprès du Gouvernement pour humaniser les maisons d'arrêt au Niger ; Contribution à la rédaction du rapport national sur la mise en œuvre de la CAT.

Gnambi Garba Kodjo (Togo)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

19/11/1964 à Kabou (Togo)

Langue(s) de travail

Français.

Expérience professionnelle

Vingt-trois ans en qualité de Magistrat (Togo, Ministère de la Justice)

2012 à ce jour, Procureur général près la cour d'appel de Lomé : Élaboration de la politique pénale, contrôle de la bonne application de la loi dans le ressort de la cour d'appel, prise de réquisitions lors des audiences de la cour d'appel, organisation du parquet général ; 2009 à 2012, Directeur de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion : Élaboration de la politique pénitentiaire, gestion de la direction et des établissements de détention ; visite des centres pénitentiaires ; 2007 à 2010, Représentant du Ministre de la justice auprès du PNMJ et point focal du programme pour les agences du système des Nations Unies : participation aux Comités de pilotage des divers bailleurs de fonds, assistance aux manifestations nationales et internationales aux côtés ou en lieu et place du Ministre de la justice ; 2006 à 2009, Directeur de l'administration pénitentiaire par intérim, Chargé de cours à l'ENA : Élaboration de la politique pénitentiaire, gestion de la direction des établissements pénitentiaires, dispense le cours des sciences pénitentiaires ; 2005 à 2006, conseiller spécial du Ministre de la justice : conseiller technique pour les réformes judiciaires et pénitentiaires ; 2003/2004, Procureur de la République près le Tribunal de Lomé : Élaboration de la politique pénale, poursuite des crimes et délits, organisation administrative du parquet ; 2000/2003, Procureur de la République près le Tribunal d'Atakpamé : Poursuite des crimes et délits, organisation administrative du parquet ; 1998/2000, Président du Tribunal de Sotouboua : Tenue d'audiences correctionnelles et civiles, prise d'ordonnances, gestion administrative du Tribunal ; 1995/1998, Juge d'instruction au Tribunal de Sotouboua : Recherches des éléments constitutifs d'infraction et la relation entre les faits et les personnes soupçonnées, inculpation, règlement de dossiers.

Situation/fonction actuelle

Procureur général près la Cour d'appel de Lomé

Principales activités professionnelles

Élaboration de la politique pénale ; contrôle de la bonne application de la loi dans le ressort de la cour d'appel ; prise de réquisitions lors des audiences de la cour d'appel ; organisation du parquet général

Études

1992-1994 : Diplômé de l'École nationale d'administration (ENA), option Magistrature ;

1987-1991 : Maîtrise ès-sciences juridiques, Université du Bénin ;

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture (SPT) depuis 2014

Membre de la Commission interministérielle de rédaction des rapports initiaux et périodiques sur l'exécution des conventions et accords internationaux ratifiés par le Togo ; Consultant pour la rédaction du rapport périodique universel (EPU) ;

Membre du comité de suivi des recommandations formulées à l'issue du séminaire de réflexion sur la mise en œuvre du Protocole à la Convention contre la torture et autres mauvais traitements ; Président du Sous-Comité de réflexion sur « quel mécanisme national de prévention » pour le Togo ; Commissaire du Gouvernement aux discussions parlementaires en vue de la loi d'autorisation de la ratification du Protocole facultatif à la Convention contre la torture ; Commissaire du Gouvernement aux discussions sur la loi portant abolition de la peine de mort ; Ancien chargé de cours des sciences pénitentiaires à l'École nationale d'administration (ENA) option Magistrature

Participation (exposant) au colloque international de l'APT

Liste des publications les plus récentes du candidat dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

« Les clés pour une visite réussie dans un établissement pénitentiaire. » (en cours de rédaction)

Nika Kvaratskhelia (Géorgie)

Date et lieu de naissance

15/12/1982, Soukhoumi (Géorgie)

Langue(s) de travail

Géorgien (langue maternelle), anglais, russe

Expériences professionnelles

Avocat

Situation/fonction actuelle

Chef du Département de la prévention et de la surveillance au Bureau du défenseur public de Géorgie, responsable de la bonne exécution des fonctions du Mécanisme national de prévention de la Géorgie et de la planification et de la coordination stratégiques des travaux des membres du Groupe spécial de la prévention, chef d'équipe dans le cadre de visites préventives, superviseur de la rédaction des rapports du Mécanisme national de prévention, responsable du suivi des recommandations et représentant du Mécanisme national de prévention.

Études

2007-2008 – Maîtrise (Master of Laws) en droit international et en droit européen, Riga Graduate School of Law (bourse OSI) ; 2000-2005 – Licence en droit international, Tbilisi State University ; 2004-2005 – cours de formation en droit international, Georgian Young Lawyers Association ; Formations dans les domaines suivants, entre autres : gestion, prévention de la torture, constatation de blessures corporelles, photographie judiciaire, santé mentale, rédaction de rapports, compétences en matière de communication, contrôle du secteur de la sécurité, discrimination, orientation sexuelle et identité de genre.

Principales activités professionnelles

Depuis décembre 2013, Chef du Département de la prévention et de la surveillance au Bureau du Défenseur public de Géorgie ; membre du comité de réflexion sur le projet de boîte à outils du Mécanisme national de prévention (Association pour la prévention de la torture (APT)) ; juillet-décembre 2013, membre du Groupe spécial de la prévention ; 2010-2013, cofondateur de l'organisation de la société civile « Youth for Justice – Georgia » et avocat au sein de cette organisation ; juillet-décembre 2013, « University Research Co ». Conseiller juridique (projet USAID de prévention de la tuberculose) ; juin-novembre 2013, conseiller sur le droit à un procès équitable au sein de l'Ambassade de Suède en Géorgie ; 2010-2013 – traducteur/réviseur au Bureau national de traduction des traités internationaux ; janvier-février 2012, chercheur au sujet du droit à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique au « Latvian Centre for Human Rights » ; 2010-2013 – membre du Georgian Bar Association (droit public, droit pénal et droit civil) ; 2008-2010 – avocat chez Human Rights Priority (procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme). Formateur agréé.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Participant à la table ronde sur le développement juridique et institutionnel du Mécanisme national de prévention : caractéristiques des actes internationaux, pratique dans les pays étrangers et expérience de l'Ouzbékistan ; intervenant au sujet du rôle de l'enseignement des droits de l'homme – atelier d'experts sur le rôle des organisations de la société civile, des milieux universitaires, des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres parties prenantes dans la prévention des atteintes aux droits de l'homme et sur leur contribution à cet effort (HCDH) ; intervenant au sujet du rôle des mécanismes nationaux de suivi dans le cadre du séminaire sur la mise en œuvre de garanties efficaces pour la prévention de la torture pendant la garde à vue et la détention provisoire (HCDH) ; intervenant au sujet de la surpopulation à l'occasion de l'atelier organisé conjointement par l'organisation PRI et le Comité contre la torture ; participant à la table ronde intitulée

« OPCAT ten years of preventing torture ; added value and lessons learnt » dans le cadre du dixième anniversaire du Protocole facultatif ; intervenant au sujet de l'évaluation du traitement et des risques de surmédication dans le cadre du Symposium Jean-Jacques Gautier sur le monitoring des institutions psychiatriques (APT) ; intervention orale, vingt-septième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Superviseur et coauteur de cinq rapports annuels du Mécanisme national de prévention ; six rapports spéciaux sur les soins aux enfants, les soins aux personnes âgées, les foyers pour personnes handicapées, les institutions de santé mentale, la garde à vue ; deux recherches thématiques sur le mécanisme de plaintes dans le système pénitentiaire et l'incidence des conditions de détention sur la santé des détenus ; 17 rapports à l'issue de visites régulières et préventives d'établissements pénitentiaires. Les rapports sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.ombudsman.ge/ge/reports/national-preventive-mechanism-reports>.

Zbigniew Lasocik (Pologne)

Date et lieu de naissance

3 avril 1957

Langue(s) de travail

anglais, russe

Expérience professionnelle

Professeur de droit et de criminologie

Situation/fonction actuelle

Professeur de criminologie à la faculté de sciences politiques et d'études internationales, Centre d'études sur la traite des êtres humains, Programme d'études sur la sécurité, Université de Varsovie, Pologne.

Études

Maîtrise en droit, 1982, Université de Varsovie

Maîtrise en sociologie et en criminologie, 1983, Université de Varsovie

Doctorat en droit et en criminologie, 1991, Université de Varsovie

Postdoctorat en droit et en criminologie, 2004, Université de Varsovie

Professeur titulaire de droit et de criminologie, 2013, Académie nationale des sciences

Principales activités professionnelles

Enseignement à l'université (matières enseignées : criminologie, prévention de la torture, droits de l'homme, traite des êtres humains et travail forcé)

Recherches sur les infractions, les prisons, la torture, l'esclavage moderne

Administration universitaire – cinq années d'expérience en qualité de doyen de la faculté de droit

Encadrement et promotions à la maîtrise et au doctorat

Publications sur les infractions, les prisons, la torture et la traite des êtres humains

Plus de 60 missions professionnelles dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), les États nouvellement indépendants (NEI) et d'autres pays

1994-1998 Directeur régional du Programme de l'UE relatif à la démocratie (Bruxelles/Varsovie)

Membre du Conseil consultatif du Mécanisme national de prévention de la Pologne

Président du Conseil de la Section polonaise de la Commission internationale de juristes

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

2003 – Projet international visant à prévenir la torture dans les établissements fermés, Helsinki Federation for Human Rights

2004 – Mission « État de droit » de l'Union européenne en Géorgie – y compris visites de prisons

2004 – Mission internationale de surveillance des prisons en Macédoine

2005 – Mission d'assistance auprès du Gouvernement tadjik pour l'élaboration de son premier rapport au Comité contre la torture

2007-2012 – Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture

2007-2012 – six visites de pays en tant que membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture + plusieurs séminaires

2014-2015 – suivi de deux affaires judiciaires concernant le génocide au Rwanda pour le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (MIFRTP)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans les domaines intéressant le Sous-Comité

Interdiction de la torture dans les conflits militaires, Varsovie, 2011, Académie de la défense nationale (en polonais), Prévention de la torture – nouveaux défis, Varsovie, 2012, Marszalek Press (en polonais). Étude sur le système pénitentiaire polonais, Varsovie, 2013, Penitentiary Forum Press (en polonais). Interdiction de la torture – garanties du droit de ne pas être soumis à la torture en situation de privation de liberté, Varsovie, 2015 (en polonais) ; Still on violence (titre traduit en anglais depuis le polonais), Varsovie, 2017, Scholar Press.

Saule Mektepbayeva (Kazakhstan)

Date et lieu de naissance

2 juillet 1981, Russie

Langue(s) de travail

Kazakh, russe, anglais

Expérience professionnelle

Quinze années d'expérience dans les domaines des droits de l'homme et de la fonction publique, spécialiste des réformes juridiques et pénitentiaires, de la justice pour mineurs, des questions de genre.

Études

Maîtrise en droit – L.N. Gumilyov Eurasian National University ; doctorat en droit constitutionnel – D.A. Kunayev University. Thèse de doctorat – Limitation des droits de l'homme dans la Constitution du Kazakhstan. Formations complémentaires : programme international de formation sur les droits de l'homme dispensé par la Fondation canadienne des droits de la personne (Montréal, Canada) ; Programme du Département d'État des États-Unis pour les visiteurs internationaux « Developing Capacity for Human Rights Monitors » (« Renforcement des capacités pour les observateurs des droits de l'homme ») (États-Unis), Programme régional avancé sur les droits de l'homme dispensé par le Raoul Wallenberg Institute of Human Rights and Humanitarian Law (Lund, Suède).

Situation/fonction actuelle

Secrétaire du Mécanisme national de prévention contre la torture au Kazakhstan. Chef des opérations dans le cadre du projet financé par l'UE « Enhancing Criminal Justice in Kazakhstan (EUCJ) » (budget de 5,5 millions d'euros). Appui aux experts, maintien de relations entre le Gouvernement et les institutions des forces de l'ordre et les institutions judiciaires (présidence, Bureau du Procureur général, Comité pénitentiaire, Ministère de l'intérieur, Cour suprême etc.), encadrement de l'équipe constituée de 14 membres, contrôle financier et supervision des opérations dans le cadre du projet.

Principales activités professionnelles

Avant d'être désignée chef des opérations dans le cadre du projet EUCJ, M^{me} Mektepbayeva a été l'experte nationale principale pour ce projet et, à ce titre, elle a fourni une assistance spécialisée concernant la réforme de la justice pénale : élaboration de documents d'expert, analyse de stratégies et projet de législation.

2015 – Chef-adjointe du projet de la Banque mondiale visant à renforcer les institutions judiciaires kazakhes (projet JSISP) pour lequel un budget de 60 millions de dollars a été prévu – appui aux experts et maintien de relations entre le Gouvernement et les parties prenantes du secteur de la justice. 2009-2015 – Directrice régionale du Bureau de Penal Reform International (PRI) pour l'Asie centrale. Tâches : promotion des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le cadre de campagnes de sensibilisation, de négociations, d'entretiens et d'activités éducatives ; analyse de la situation en Asie centrale en ce qui concerne la réforme pénale et dialogue avec de hauts responsables de la justice pénale au Kazakhstan, au Kirghizstan et au Tadjikistan. Gestion du Département d'experts du Bureau du Médiateur pendant quatre ans. Direction de projets relatifs à la justice pénale à la Fondation Soros – Kazakhstan, PNUD, Banque mondiale ; Directrice régionale du Bureau régional de PRI pour l'Asie centrale pendant plus de six ans. Conduite de visites de contrôle dans des prisons aux États-Unis, en Europe, en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Actuellement, membre de la Commission des droits de l'homme placée sous l'autorité du Président de la République du Kazakhstan. Depuis 2014 et jusqu'à présent Secrétaire du Conseil de coordination du Mécanisme national de prévention (MNP) contre la torture.

2012-2013 – Membre du Groupe de travail sur le projet de loi relatif au Mécanisme national de prévention au Parlement kazakh. 2001-2003 – Membre du Comité d'experts de la Commission des droits de l'homme placée sous l'autorité du Président de la République du Kazakhstan.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le Sous-Comité

Auteure de l'ouvrage *The State of Success : Lessons Learned from Legal Reforms*, 2018, Astana ; auteure du chapitre consacré aux conseils publics de surveillance dans le Commentaire du Code pénal exécutif, 2014, Astana ; *Preventing Torture : Creating a National Preventive Mechanism in Kazakhstan*, rédacteur invité : Saule Mektepbayeva. Statutes and Decisions : The Laws of the USSR and Its Successor States. Vol. 49 n° 1. janvier-février 2014.

Catherine Paulet (France)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

25 décembre 1957 à Marseille (France)

Langue de travail

Français (anglais conversationnel courant)

Expérience professionnelle

Médecin, psychiatre, exerçant en milieu pénitentiaire depuis 1991.

Expert auprès du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) depuis 1999.

Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (SPT) depuis janvier 2014.

Fonctions actuelles

Médecin-chef du pôle « Psychiatrie, médecine, addictologie en détention – Médecine légale » (PMAD-ML) des hôpitaux de Marseille. Ce pôle à vocation régionale regroupe plusieurs services ayant :

Une activité clinique de prise en charge sanitaire :

- De la population pénale (hommes, femmes, mineurs) dans ses aspects somatiques, psychiatriques et addictologiques, en milieu pénitentiaire et en milieu hospitalier ;
- De la population en centre de rétention administrative (adultes, mineurs, familles)

Une activité expertale médico-légale : levées de corps, autopsies médico-légales, examens des gardés à vue et victimes ;

Une activité de centre expert pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles.

Membre de la commission de suivi médical de l'Unité pour malades difficiles (UMD) du centre hospitalier de Montfavet, qui statue sur le maintien ou la levée des mesures d'hospitalisation de patients présentant une particulière dangerosité psychiatrique.

Principales activités professionnelles

Pilotage médical et administratif du pôle PMAD-ML et coordination régionale des prestations de santé dévolues aux personnes détenues

Activité clinique de consultations psychiatriques

Activité expertale et d'enseignement.

Études

Diplômes :

Diplôme d'État de docteur en médecine, 1986

Certificat d'études spéciales de psychiatrie, 1986

Diplôme universitaire de psychopathologie et clinique freudiennes, 1987

Diplôme universitaire de psychiatrie légale, 1991

Qualification en psychiatrie option Enfants-Adolescents, 2000

Certificat de spécialisation relatif à l'organisation et à la conduite des pôles hospitaliers, 2010.

Titres

- Ancienne interne en médecine des hôpitaux psychiatriques, 1982 ;
- Psychiatre des hôpitaux, 1988 ;
- Chercheur associé, 2014.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Visites de terrain et de conseil dans les États parties à l'OPCAT : 6 missions dans 6 États parties :

- 2014 : Togo ;
- 2015 : Bénin ;
- 2016 : Mauritanie (chef de délégation) ;
- 2017 : Niger (chef de délégation), Maroc et Burkina Faso.

Membre du Groupe médical et du Groupe régional Afrique

Participation au titre du SPT à des séminaires et colloques organisés par des organes internationaux ou nationaux, relatifs à la prévention de la torture, à la protection des personnes privées de liberté et à la mise en œuvre et au bon fonctionnement des MNP : en France, en Suisse, au Maroc, en Tunisie, au Sénégal, en Palestine, au Liban et en Allemagne.

Autres activités dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Expert auprès du CPT depuis 1999 : 27 visites régulières ou ad hoc dans 13 États parties à la Convention

Membre fondateur et présidente d'honneur de l'ASPMP, association des secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire, qui regroupe les professionnels de santé mentale exerçant en milieu pénitentiaire

Participation aux groupes de travail ministériels (santé et/ou justice) et parlementaires relatifs aux questions de prise en charge sanitaire des personnes détenues, des personnes souffrant de troubles psychiatriques

Enseignement portant prioritairement sur les aspects législatifs et éthiques de la pratique médicale

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Divers articles ou communications relatifs aux aspects éthiques de la pratique médicale

María Luisa Romero (Panama)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance

Ville de Panama, Panama. 23 juillet 1981

Langue(s) de travail

Espagnol et anglais

Expérience professionnelle

Consultante indépendante dans le domaine des droits de l'homme (2013-2014) ; avocate plaidante chez Debevoise & Plimpton LLP à New York, où elle a conseillé des clients sur des questions relatives à la réglementation, à la lutte contre la corruption et aux droits de l'homme (2010-2013) ; avocate à la Cour interaméricaine des droits de l'homme au Costa Rica (2008-2009), où elle a participé à l'adoption de l'arrêt dans l'affaire Gonzalez et consorts (« Campo Algodonero ») c. Mexique, une affaire historique dans laquelle la juridiction régionale a traité de la violence contre les femmes et du féminicide ; stagiaire au Bureau du Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha, Tanzanie (2006) ; et assistante à l'Ambassade du Panama aux États-Unis (2004-2005).

Études

Diplôme de Juris Doctor (avec mention), Harvard Law School, Université de Harvard (2008) ; Licence en sciences politiques (mention très bien) et certificat d'études latino-américaines, Harvard College, Université de Harvard (2004).

Situation/Fonction actuelle

Ancienne Ministre de la République du Panama

Principales activités professionnelles

Avocate et spécialiste des droits de l'homme ayant axé sa carrière sur la prévention de la torture et la promotion de la réforme du système pénitentiaire et de la réinsertion sociale au Panama et travaillant dans le milieu universitaire, la société civile et la fonction publique. Elle a été Ministre (janvier 2017-avril 2018) et Vice-Ministre (juillet 2014-janvier 2017) du Gouvernement panaméen, fonctions qui lui ont permis de traiter de questions relatives à la justice pour mineurs, au système pénitentiaire, à la gouvernance, aux réfugiés et aux peuples autochtones. M^{me} Romero a mené des réformes pour transformer le système pénitentiaire de façon qu'il soit plus humain, plus sûr et plus transparent ; elle a été à l'origine de l'adoption de la loi qui a établi une administration pénitentiaire, conçue de façon à assurer l'ouverture du système pénitentiaire à des groupes de la société civile et à mettre en place de meilleurs programmes de réinsertion. Elle a en outre contribué dans une large mesure à la création du Mécanisme national de prévention qui a été établi par la loi en 2017.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Elle a commencé son travail dans le domaine des droits de l'homme en tant qu'étudiante puis en tant que collaboratrice bénévole à la International Human Rights Clinic de la faculté de droit de Harvard (2006-2008 et 2010-2012), où elle s'est concentrée sur la promotion du respect des droits de l'homme en Amérique centrale en réalisant des missions d'enquête, en publiant des rapports et des articles de presse à ce sujet et en faisant des présentations à l'ONU et à la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Son expérience lui a permis de travailler avec un large éventail d'acteurs : universitaires, diplomates, politiques, militants des droits de l'homme, policiers, gardiens de prison et victimes de torture. La société civile panaméenne a reconnu son rôle dans la défense des droits des personnes privées de liberté (2013).

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Diverses publications dans le journal *La Prensa* (Panama, 2008/17) ; La Crisis en Panamá Continúa : ¿Hacia un Sistema Penitenciario que Respete los Derechos Humanos ?, Stanford Law School International Human Rights and Conflict Resolution Clinic (2013) ; « Del Portón Para Acá Se Acaban Los Derechos Humanos » : Injusticia y Desigualdad en las Cárceles Panameñas, Harvard Law School, International Human Rights Clinic (2008).

Nora Sveaass (Norvège)

Date et lieu de naissance

Oslo, 11 décembre 1949

Langue(s) de travail

Anglais/norvégien/portugais/espagnol

Situation/fonction actuelle

Maître de conférences au Département de psychologie de l'Université d'Oslo. Spécialisation en psychologie clinique, notamment psychologie des victimes de torture.

Principales activités professionnelles

Après avoir passé huit ans au sein du Comité contre la torture, suivi de questions spéciales, en particulier le droit à réparation, la réadaptation des victimes de torture, l'importance de l'établissement des faits de torture, sous forme de conférences, de participation à des réunions d'experts et de rédaction d'articles.

Responsable du projet de recherche sur la justice transitionnelle au Pérou et en Argentine, l'accent étant mis sur les expériences des survivants qui demandent réparation. Participe à un projet de recherche avec le Centre des droits de l'homme de la faculté de droit de l'Université de Californie (Berkeley) sur l'amélioration de la participation des victimes et de la protection des témoins à la Cour pénale internationale. Enseigne et fait de la recherche en qualité de maître de conférences (travail clinique avec les réfugiés, victimes de traumatismes, justice transitionnelle, violence sexuelle contre les femmes, etc.).

A récemment achevé un manuel sur le travail de santé mentale pour les femmes exposées à la violence sexuelle dans les conflits armés, publié par Health and Human Rights Info.

Diverses conférences et des présentations sur la torture, la violence sexuelle et la santé mentale en dehors de l'université.

Études

2001 : Doctorat en psychologie, Université d'Oslo.

1975 : Cand. psychol. (diplôme en psychologie), Département de psychologie, faculté de sciences sociales de l'Université d'Oslo.

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

- Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture, 2014-2018.
- Présidente du comité des études au Département de psychologie, Université d'Oslo, 2010-2014.
- Présidente du Comité des droits de l'homme de l'Association norvégienne de psychologie, 1998-2018.
- Témoin expert dans une affaire de crimes de guerre en Norvège (2008) et une affaire de réparation et de réadaptation à la Cour interaméricaine des droits de l'homme (2013).
- Membre de groupes de travail d'experts du Ministère de la santé et de la Direction de l'immigration sur l'établissement des faits de torture, le Protocole d'Istanbul et le recensement des demandeurs d'asile vulnérables.
- Invitée à prendre la parole lors de conférences et de congrès, entre autres, à Beijing (Chine), 2006 ; à Prague (Tchéquie), 2009 ; à Vienne (Autriche), 2011 ; à Hong Kong (Chine), 2012 ; à Séoul (République de Corée), 2013 ; à Washington (États-Unis), 2010 ; au Cap (Afrique du Sud), 2012.
- Ateliers dirigés sur la violence sexuelle contre les femmes en Colombie (2013), au Cambodge (2014) et en Jordanie (2014).

- Multiples conférences sur les droits de l'homme et la psychologie, la réadaptation des victimes de la torture, la justice transitionnelle, le regroupement familial, en Norvège et à l'étranger.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Livres

Sveaass, N. (2017). The UN Convention Against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment: the absolute prohibition and the obligation to prevent. In M. Başoğlu (Ed.). *Torture and Its Definition in International Law: An Interdisciplinary Approach*, (p. 247 à 271). New York : Oxford University Press

Wessells, M., Sveaass, N., Foster, D., & Dawes, A. (2017). Do no harm ? How psychologists have supported torture and what to do about it. In M. Seedat, S. Suffla, & D. Christie (Eds.), *Enlarging the scope of peace psychology: African and World-Regional Contributions* (p. 269 à 294). New York : Springer

Sveaass, N., Agger, I., Sønneland, A.M., Elsass, P. & Hamber, B. (2014). Surviving gross human rights violations: exploring survivors' experience of justice and reparation. In S. Cooper and K. Ratele (eds.). *Psychology Serving Humanity. Proceedings of the 30th International Congress of Psychology. Volume II : Western Psychology*, p. 66 à 84. Psychology Press, Taylor & Francis group

Sveaass, N. (2014). Ensuring redress for torture survivors: A national and international challenge for mental health professionals. In G. Øverland, E. Guribye & B. Lie (eds.) *Nordic Work with Traumatized Refugees : Do we really care*, p. 52 à 71. Newcastle: Cambridge Scholars Publishing.

Lie, B., Sveaass, N. & Hauff, E. (2014). Refugees and health care in Norway: Historical view and critical perspective. In G. Øverland, E. Guribye & B. Lie (eds.) *Nordic Work with Traumatized Refugees : Do we really care*, p. 30 à 40. Newcastle : Cambridge Scholars Publishing.

Sveaass, N., Lund, K., Kofoed Olsen, B. & Ekeløve-Slydal, G. (2011). Protecting and promoting human rights in Norway. Review of the Norwegian Centre for Human Rights in its Capacity as Norway's National Human Rights Institution. UD/SMR, 2011.

Articles

Sveaass, N., Gaer, F. & Grossman, C. (2018). Rehabilitation in Article 14 of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. *The International Lawyer*, Vol. 51, n° 1, p. 1 à 25.

Sveaass, N. & Borloz-Madrighal, V. (2017). OPCAT and the prevention of torture in persons with disabilities. *International Journal of Law and Psychiatry*, 6 juillet 2017. pii: S0160-2527(17)30132-2. doi: 10.1016/j.ijlp.2017.06.001

Sveaass, N. & Sønneland, A.M. (2015). Dealing with the past: Survivors' perspectives on economic reparations in Argentina. *International Perspectives in Psychology*, octobre, p. 223 à 238, <http://dx.doi.org/10.1037/ipp0000041>

Sveaass, N. (2013). Gross human rights violations and reparation under international law : approaching rehabilitation as a form of reparation. *European Journal of Psychotraumatology*. ISSN 2000-8066. 4 (17191) <http://dx.doi.org/10.3402/ejpt.v4i0.17191>

Iversen, V., Morken, G. & Sveaass, N. (2012). The role of trauma and psychological distress on motivation for foreign language acquisition among refugees. *International Journal of Culture and Mental Health*. ISSN 1754-2863. doi: 10.1080/17542863.2012.695384.

Juan Pablo Vegas Torres (Pérou)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance

Lima, Pérou, 16 août 1965

Langue(s) de travail

Parle et écrit couramment l'anglais, l'espagnol (langue maternelle) et le français. Compréhension du portugais à l'écrit et à l'oral. Notions élémentaires de russe.

Expérience professionnelle

2010-2016 : Fonctionnaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2007-2009 : Directeur des droits de l'homme du Ministère péruvien des affaires étrangères. 2001-2006 : Conseiller à la Mission permanente du Pérou à Genève (droits de l'homme). A occupé auparavant différents postes au Ministère des affaires étrangères (Cabinets des Ministre et Vice-Ministre, Bureau de la planification, Bureau de l'environnement) et à l'Ambassade du Pérou aux États-Unis.

Situation/Fonction actuelle

Membre du Service diplomatique du Pérou. Consul général adjoint du Pérou à Genève. Les modalités de son contrat lui permettraient de consacrer le temps nécessaire à l'accomplissement du mandat du Sous-Comité pour la prévention de la torture (SPT) tout en lui assurant l'indépendance totale nécessaire dans l'exercice de ses fonctions d'expert.

Études

2008 : Cours de spécialisation « La protection des droits de l'homme », École nationale d'administration – ENA. Strasbourg/Paris. 1997 : Maîtrise en sciences humaines et sociales, mention affaires internationales, Université de Georgetown, Washington 1990 : Licence en relations internationales de l'Académie diplomatique du Pérou. 1983-1988 : Études de droit à l'Université catholique du Pérou.

Principales activités professionnelles

Au cours de ses vingt-cinq années de carrière, M. Vegas a acquis une grande expérience auprès des mécanismes de protection et de promotion des droits de l'homme des systèmes universel et régional (ONU et OEA). Il a notamment représenté son pays à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, au Conseil des droits de l'homme et dans le cadre de plusieurs organes conventionnels de l'ONU, entre autres. Il a notamment représenté le Pérou au sein du Groupe de travail qui a négocié le Protocole facultatif (OPCAT) et il a été responsable de la deuxième résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU par laquelle a été adoptée la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Il a l'expérience et les compétences nécessaires pour mener des négociations dans des circonstances délicates. Il a engagé des dialogues et des négociations avec des hauts fonctionnaires et des diplomates de toutes les régions du monde et avec des représentants de la société civile et du milieu universitaire aux niveaux local, national, régional et international.

Son engagement en faveur des droits de l'homme l'a amené à travailler pendant sept ans auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (2010-2016). À ce titre, et dans le cadre de l'équipe de l'Examen Périodique Universel (EPU), il a rédigé en anglais, en français et en espagnol des dizaines de rapports largement publiés. La plupart de ces rapports comportent des parties qui intéressent le mandat du Sous-Comité. Il s'est aussi porté volontaire pour participer à la visite du Sous-Comité au Chili et il a d'ailleurs été chef de la délégation du Sous-Comité lors de cette visite en avril 2016. À ce titre, il a corédigé le rapport de la visite. M. Vegas a une longue expérience dans la promotion de la culture de la tolérance, du respect de la diversité et de l'égalité des sexes, valeurs chères à l'ONU.

Parallèlement à son activité principale, il a enseigné le droit international, le droit international des droits de l'homme, la diplomatie et les relations internationales dans des universités péruviennes, il a donné plusieurs conférences de presse, accordé des entrevues et participé à des groupes de discussion.

Sophia Vidali (Grèce)

Date et lieu de naissance

Athènes, 16 avril 1958.

Langue(s) de travail

Grec (langue maternelle), anglais, italien et compréhension de textes en espagnol.

Expérience professionnelle

mars-août 2015 : Conseillère spéciale auprès du Vice-Ministre de l'intérieur et de la reconstruction administrative (responsable de la police, de l'ordre public et de la protection des citoyens)

janvier 2013-août 2014 : Élu(e) Chef du Département d'administration sociale et de sciences politiques de la faculté des sciences sociales, politiques et économiques, Democritus University of Thrace

1998-2007 : Coordinatrice responsable des projets Erasmus/Socrates et de la mobilité du personnel et des étudiants à l'ancien Département de l'administration sociale

1997 jusqu'à ce jour : membre du corps enseignant universitaire, cours de criminologie et de politique criminelle. Département d'administration sociale et de sciences politiques (anciennement Département de l'administration sociale), Democritus University of Thrace: 1997 chargée de cours, 2004 professeure assistante, 2008 membre du personnel permanent en tant que professeure assistante, 2009 professeure associée de criminologie, 2014 professeure

1995-2002 : Coordinatrice scientifique et coordinatrice de la recherche. Laboratoire des sciences criminologiques, faculté de droit, Democritus University of Thrace (D.U.Th.) (transférée du Secrétariat général du Service national de statistique à la D.U.Th. en tant que membre enseignant)

1986-1997 : Employée au Secrétariat général du Service national de statistique (GSNSS): Chercheuse (1986-1988, Rapporteuse adjointe au Conseil du personnel et au Bureau de la représentation judiciaire du GSNSS ; 1988-1990, Responsable adjointe de la supervision à l'échelon régional du recensement général (région de Halkidiki, 1990-1991), membre de l'équipe de la Direction des statistiques sociales au Bureau des statistiques de la justice pénale (1991-1995)), 1984-1986 : Avocate stagiaire dans le secteur privé

Situation/fonction actuelle

Professeure de criminologie et de politique criminelle. Département d'administration sociale et de sciences politiques. Faculté des sciences sociales, politiques et économiques, Democritus University of Thrace.

Responsable du cours de *Master* sur les approches criminologiques et pénales de la corruption, de la criminalité économique et de la criminalité organisée. Faculté des sciences sociales, Greek Open University (2018-2020).

Études

Maîtrise en droit (*Laurea*), Université de Bologne, Italie, 1984.

Doctorat en droit – Criminologie, faculté de droit, Democritus University of Thrace, Grèce, 1994.

Principales activités professionnelles

Enseignement au niveau du premier cycle universitaire de plusieurs matières : criminologie (coenseignement), sécurité et droits de l'homme, droit des mineurs (coenseignement), politique pénale et mondialisation. Enseignement au niveau du deuxième cycle universitaire (niveau *Master*) de la politique pénale et des droits de l'homme (coenseignement).

Direction du programme de *Master* (voir détails plus haut) à la Greek Open University.

Depuis 1994, membre du personnel enseignant du Programme d'étude commun sur la justice pénale et la criminologie critique du réseau international interuniversitaire (IP). <https://commonstudyprogramme.wordpress.com/about-2/>

Autres activités principales dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

Membre de la Commission nationale des droits de l'homme (de 2015 à ce jour).

Membre du Comité scientifique pour l'institution des Archives historiques de la police hellénique/Ministère de l'intérieur et de la reconstruction administrative (2015).

Membre du Conseil scientifique central des prisons (2003-2004 et 2013-2014).

Membre de diverses sociétés scientifiques en criminologie et politique sociale en Grèce et à l'étranger, membre fondatrice et Présidente de la Greek Society for the Study of Crime and Social Control (Société grecque pour l'étude de la criminalité et du contrôle social) (www.eemeke.org).

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans les domaines intéressant le mandat du Sous-Comité

*en grec

Auteure des ouvrages suivants : Au-delà des limites. La politique criminelle aujourd'hui, 2017*.-Manuel sur une politique peu contraignante concernant les toxicomanes. 2015*.e-pub*.Police, lutte contre la criminalité et droits de l'homme 2012*. Auteure des articles suivants : « L'économie politique des rapports entre les consommateurs de drogues et la police : contribution à l'analyse des facteurs informels d'un échec » dans Crime in Crisis, Honorary Volume for Nestor Kourakis, 2016*. « Crimes of the State : Policies of Counterfeiting of Reality and Inhuman State Violence » (titre traduit en anglais depuis le grec) dans Karydis, V., Houliaras, Ath.(Ed.), « Moral Panics, Power and Rights. Contemporary Approaches. » (titre traduit en anglais depuis le grec) 2015*. « Social crime prevention: Greece ». In Baillergeau, E, Hebberecht, P. (eds): Social Crime Prevention dans Late Modern Europe. VUB Press, 2012.

Responsable scientifique de récents projets de formation, de recherche et d'études

2017 (mars-août) : « Recherche sur la police judiciaire et l'efficacité du système de justice pénale en Grèce ». Projet financé QEC-SRSS/C2017/009). 2016 (mars-novembre) : Plan d'étude du programme de formation du personnel pénitentiaire et des gardiens de prison externes Y.A. 17434/10-3-2016).

2012-2014 : Formation et projet: Formation des policiers sur le traitement des toxicomanes. [Forces nationales de sécurité – OKANA (organisation grecque de lutte contre la drogue) – Code projet MIS: 337862].

2013 : Projet de recherche : Observatoire européen des prisons : Conditions de détention dans l'Union européenne. Projet financé ECJUST/2011/JPEN/AG/2933 (Code projet : 81193).
